



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/France-Dolomieu-Grenoble-dechets-radioactifs>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Des accidents nucléaires partout > **France : Ancien Institut de géologie Dolomieu à Grenoble : Des déchets radioactifs à l'abandon**

30 janvier 2014

France : Ancien Institut de géologie Dolomieu à Grenoble : Des déchets radioactifs à l'abandon

Un ancien bâtiment universitaire, appartenant à l'Université Joseph Fourier de Grenoble, contiendrait des minéraux, liquides et déchets dont la radiation atteindrait "jusqu'à 3 000 fois la dose normale".

Ce que disent les médias :

Grenoble : L'Andra aurait été contactée pour évacuer les déchets, mais...

Mis à jour : 09-02-2014 13:33 - Créé : 09-02-2014 11:21

FOCUS. L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) affirme avoir été contactée par l'université Joseph-Fourier (UJF) pour l'évacuation de ses déchets radioactifs. Mais le processus serait toujours en cours.

Alors que l'université Joseph-Fourier (UJF) est soupçonnée par un journal alternatif grenoblois d'avoir entreposé depuis plusieurs mois des déchets radioactifs dans une grotte de l'institut Dolomieu, située sur les flancs de la Bastille, Metronews a contacté l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) afin de faire le point sur les procédures d'évacuation des déchets nucléaires.

"Nous avons reçu fin 2013 une demande de l'UJF pour connaître nos procédures de prise en charge. Nous leur avons répondu et indiqué ce que nous attendions, à savoir l'envoi des caractéristiques physiques et radiologiques des déchets concernés (volume, débit de dose, poids, origine...). Depuis, nous sommes toujours en attente des éléments. Nous avons relancé l'université", précise Fabien Hubert, chef du service de collecte, de traitement et de conditionnement des déchets de l'Andra.

Un processus bien encadré

Pour que l'Andra prenne en charge les déchets, elle doit en effet être contactée par le propriétaire ou

par une société de nettoyage spécialisée mandatée pour le compte de celui-ci. "Une fois que les caractéristiques des déchets sont connues, l'enlèvement des déchets intervient sous un délai d'un ou deux mois. On peut parfois demander un conditionnement particulier en fonction de leur débit de dose", décrit Fabien Hubert. Un chauffeur vient ensuite avec un camion spécialisé pour acheminer les matières jusqu'au site de stockage principal de l'Andra, dans l'Aube, "où elles seront ensuite entreposées de manière sécurisée ou bien incinérées, en fonction de leur niveau de radioactivité".

Des objets anciens... mais dangereux

Chaque année, l'Andra collecte environ 80 tonnes de déchets d'origine non nucléaires. Chaque objet peut contenir plusieurs types de radioéléments ayant une durée de vie variable, pouvant aller de 35 à 300 ans... "Chez les particuliers, nous récupérons encore beaucoup d'objets anciens à base d'uranium ou de radium, comme des montres radioluminescentes, des crèmes de soin, des paratonnerres avec des sources radioactives ou des pastilles de radium qui servaient à enrichir l'eau... Parmi nos usagers, nous avons aussi fréquemment des universités, de par leurs activités de recherche qui génèrent des déchets radioactifs", ajoute Fabien Hubert.

<https://www.metronews.fr/lyon/grenoble-l-andra-aurait-ete-contactee-pour-evacuer-les-dechets-mais/mnbi!edscXcu6CTKkA/>

Radioactivité : l'ex-bâtiment universitaire grenoblois a subi une inspection

Mis à jour : 09-02-2014 20:28 - Créé : 09-02-2014 10:45

NUCLEAIRE - L'affaire avait fait grand bruit la semaine dernière, dans la capitale des Alpes. Après avoir annoncé la "décontamination immédiate" d'une parcelle de 20 cm² d'un chemin menant à l'institut de géologie Dolomieu, l'université Joseph-Fourier (UJF) a reçu jeudi la visite des inspecteurs de l'Autorité de sûreté nucléaire. Metronews fait le point sur les dernières avancées de cette affaire.

Que sait-on de cette inspection ?

Lorsque l'affaire a été dévoilée dans la presse, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) affirme avoir pris les devants en contactant l'université Joseph-Fourier (UJF) pour lui demander de mettre en place trois mesures : "1. Sécuriser la galerie et mettre en place un zonage indiquant la présence de radioactivité ; 2. Renforcer le gardiennage en permanence ; 3. Remettre dans un état de radioprotection satisfaisant l'ensemble du terrain", a détaillé à Metronews le chef de la division de Lyon de l'ASN, Mathieu Mangion. C'est pour s'assurer que ces recommandations ont bien été mises en place que les inspecteurs de l'ASN se sont rendus jeudi dernier sur les lieux. "Dans un souci de transparence, une lettre comportant l'ensemble de nos recommandations sera publiée sur notre site Internet", a-t-il déclaré.

Quelle est la réglementation entourant l'entreposage des déchets radioactifs ?

La question n'est pas simple : étant donné que le bâtiment de l'UJF ne fait pas partie des installations contrôlées habituellement au titre du Code de la santé publique, il doit surtout répondre aux exigences de radioprotection incluant notamment la protection du public. "Il faut que cette zone soit sécurisée afin que le public n'y ait pas accès. Quant à la question du stockage, nous allons voir sur place", a affirmé Mathieu Mangion.

Quelle est la dangerosité des minerais entreposés sur place ?

"D'après nos informations, il ne s'agit pas d'un enjeu majeur puisqu'on serait en présence de minéraux faiblement radioactifs que l'on peut retrouver dans la nature. Mais il est nécessaire que ces

matières soient traitées dans les filières adaptées", a répondu le chef de la division lyonnaise de l'ASN. Selon lui, "la présence de bidons liquides serait due au fait que l'UFJ aurait, dans le cadre de son activité, dissout des minerais contenant de l'uranium".

Qu'en est-il des mesures effectuées sur place ?

Alors que le journal alternatif grenoblois qui a révélé l'affaire parlait de présence, par endroits, de radioactivité atteignant jusqu'à 3000 fois la dose normale, l'ASN s'est montrée prudente et attend le résultat des tests effectués sur place.

Roland Debordes, président de la CRIIRAD (la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité), affirme avoir constaté lui-même des anomalies. "Je suis allé dans la semaine sur place avec un appareil de mesure et juste devant la porte de la grotte, sur le chemin, je mesurais déjà un débit de dose 12 à 15 fois supérieur au bruit de fond naturel", explique-t-il. Pour lui, les instruments utilisés par le journal alternatif grenoblois sont fiables : "il s'agit d'un matériel de mesure classique pour faire des interventions en milieu contaminé, pas d'un compteur Geiger de poche !"

Que dit l'université ?

Si la direction de l'UJF n'a pas souhaité répondre aux demandes d'interview de Metronews, le service des communications de l'université a indiqué que la société D&S était de retour sur le site la semaine dernière "afin de poursuivre les opérations de décontamination, en vue de pouvoir ensuite revendre le bâtiment". Si aucun acheteur officiel ne se serait encore manifesté, l'UJF annonce par ailleurs que le gardiennage du bâtiment a été renforcé à la suite des recommandations émises par l'ASN, sans toutefois en préciser les modalités. "Nous avons aussi entrepris une action en justice pour "intrusion et effraction", puisque, pour pénétrer dans la grotte, des barreaux ont été sciés".

<https://www.metronews.fr/lyon/radioactivite-l-ex-batiment-universitaire-grenoblois-a-subi-une-inspection/mnbi!gMYTxmpnxj1M/>

Des déchets radioactifs sous la Bastille

Par PC | le 31/01/2014 | 12:02 |

REPORTAGE - Les déchets radioactifs révélés par un ancien travailleur sous-traitant du nucléaire sur le site de l'ancien institut de géologie de Dolomieu, sur les contreforts de la Bastille, sont-ils dangereux ? Pour l'Université Joseph-Fourier, les risques sont minimes.

De l'uranium radioactif à deux pas du centre-ville ? Adossé aux flancs de la Bastille, l'ancien institut de géologie de Dolomieu continue inexorablement de se délabrer. Mais le site n'est pas seulement à l'abandon. Il est aussi contaminé. Et radioactif.

Sur le chemin qui borde le bâtiment, où les détritiques ne laissent guère planer de doutes quant à la fréquentation des lieux, de discrètes traces jaunes. De l'uraninite, un minéral hautement radioactif ? Jusqu'à sa fermeture en 2011, l'institut, de par ses activités d'enseignement et de recherche, a abrité une imposante collection de pierres et de minéraux. Et notamment de l'uranium naturel avec un taux d'enrichissement supérieur aux valeurs communes. Pourquoi et comment des poussières radioactives ont pu échapper aux mesures de confinement et atterrir sur la voie publique ?

“Le chemin est contaminé, l'institut est contaminé”

« Le chemin est contaminé à de très fortes valeurs », souligne celui que l'on appellera Anthony*.

L'homme a travaillé durant l'été 2013 pour le compte de D&S, une entreprise privée de sous-traitance du nucléaire, sur le chantier de démantèlement et de décontamination de l'établissement de l'Université Joseph-Fourier ainsi que sur celui du Lama (laboratoire d'analyse de matériaux actifs) du CEA de Grenoble, où il a été irradié le 23 août dernier.

Chargé de travaux en mesure nucléaire et en démantèlement, Anthony dénonce aujourd'hui le laxisme qui entoure ces chantiers à hauts risques et le manque de compétences.

Pour le jeune homme, la contamination du site universitaire serait plus importante que ce que les mesures initiales, préalables au chantier de décontamination, ont révélé en mars 2013.

L'été dernier, il avise ses supérieurs, ainsi que l'université Joseph-Fourier. Y retourne en septembre puis les 16 et 17 janvier 2014 accompagné, cette fois, de rédacteurs du journal satirique Le Postillon. Et équipé d'appareils de mesures. Après sept heures de travail, le constat est, pour eux, sans appel. "On a retrouvé plein d'endroits contaminés". Jusqu'à vingt fois le seuil.

Des déchets radioactifs entreposés dans une grotte

Quelques mètres en contrebas, entre le Musée dauphinois et la résidence universitaire du Rabot, il n'est pas difficile d'accéder à une grotte où sont entreposés des déchets et matières radioactifs. Une porte métallique barre l'entrée mais une meurtrière permet de jeter un œil à l'intérieur et, plus loin, en se contorsionnant un peu, on peut même y pénétrer...

A l'intérieur, des déchets plastiques, combinaisons, gants, lingettes... Mais aussi du liquide contaminé, des gravats et un fût décanteur. Des déchets certes triés et conditionnés mais sur une zone peu sécurisée... Et entreposés à côté d'autres caisses de minerais, plus anciens. Contaminés eux aussi ?

« Si je reste près de cette caisse une heure, je prends la valeur limite que fixe la réglementation internationale. » Selon les mesures effectuées par Le Postillon, l'irradiation y est par endroit "3 000 fois supérieure à celle que l'on trouve en temps normal". Le rapport de fin d'intervention rédigé par D & S est lapidaire. « Aucune mesure n'a révélé de contamination fixée qui soit supérieure à 0,4 becquerel/cm² **, la mesure maximale détectée sur toute la surface de la pièce étant de 0,18 Becquerel par cm² », conclut le document.

Faut-il sécuriser les lieux ?

Pour Anthony, la contamination ne fait aucun doute. « On est au-dessus des seuils tolérés. Il y a un risque. En tout cas, il faut faire quelque chose. Le chemin est contaminé, l'institut est contaminé. On est sur un lieu public où il faut empêcher l'accès. »

Y a-t-il véritablement danger ? Pour Benoît Marc, PDG de D & S, « il n'y a pas de problème de santé publique ». Les valeurs relevées sont-elles exagérées ? au dessus des seuils ?

Pour le président de la CRIIRAD, Roland Desbordes, les mesures réalisées ont été faites correctement et justifient de mettre en place un dispositif d'urgence pour sécuriser les lieux.

Alors que Europe Ecologie Les Verts réclame une expertise contradictoire ***, le site n'avait, hier soir, pas fait l'objet de mesures de sécurité complémentaires.

Interpellé par Europe Écologie Les Verts de l'Isère ***, le préfet n'avait hier soir pas réagi à l'enquête publiée dans Le Postillon. Et, hier après-midi, n'importe qui pouvait encore pénétrer sur les lieux contaminés.

A ses risques et périls ? Contactée, l'Université Joseph-Fourier s'est voulue rassurante. Selon elle, les

risques sont "minimes". Et le chantier de décontamination suit son cours. « On ne va pas laisser les déchets sur les contreforts de la Bastille ! »

Les déchets entreposés dans la grotte devraient être évacués par l'Agence nationale de déchets radioactifs (Andra) dans les prochains mois... Quant à la zone radioactive de 20 cm² (inférieure à 18,2 microsievverts par heure) à l'extérieur du bâtiment, elle sera décontaminée à compter de ce vendredi 31 janvier.

* L'identité a été modifiée afin de préserver l'anonymat.

** L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) recommande de ne pas dépasser 0,4 Becquerel/cm² pour les émetteurs alpha afin de protéger les personnes et l'environnement des effets des rayonnements pendant le transport (4 Becquerels par cm² pour les émetteurs beta, gamma et de faible toxicité).

*** Europe Écologie Les Verts a, dans un communiqué, demandé au préfet de l'Isère d'engager sans délai des expertises indépendantes afin d'évaluer l'ampleur de la radioactivité et de la contamination du site, ainsi qu'une enquête pour comprendre les raisons et responsabilités d'un tel stockage dans un lieu si peu sécurisé. Et de préciser : « Dans l'attente des résultats, par mesure de précaution, nous demandons aux autorités de sécuriser l'ensemble du site concerné afin d'éviter tout risque potentiel de contamination des personnes. »

<https://www.placegrenet.fr/des-dechets-radioactifs-sous-la-bastille/>

Un site universitaire accusé d'abriter "une poubelle radioactive"

Publié le 31/01/2014 à 06:04

À quelques encablures des quais de l'Isère et du centre-ville de Grenoble, des déchets radioactifs auraient été jetés au fond d'une "grotte" humide, ouverte aux quatre vents, sur les contreforts de la Bastille. L'information, si elle était vérifiée, pourrait faire l'effet d'une bombe. C'est en tout cas ce qu'a révélé, hier, lors d'une conférence de presse, l'employé d'une société spécialisée en radioprotection et gestion des déchets radioactifs. Licencié depuis, il aurait dû travailler à la décontamination du bâtiment Dolomieu, lequel abritait autrefois l'institut de géologie de l'université Joseph-Fourier de Grenoble.

Il dénonce aujourd'hui un mode de stockage anarchique des déchets radioactifs à quelques dizaines de mètres du bâtiment désaffecté, dans un local souterrain fermé par une porte en fer verrouillée. « La société pour laquelle je travaillais a répondu à un appel d'offres pour décontaminer trois pièces du bâtiment désaffecté et reconditionner les déchets générés avant de les envoyer à l'Agence nationale de gestion des déchets radioactifs (ANDRA) », explique-t-il. « Une entreprise est intervenue seulement deux jours en mars pour faire des travaux de prospection. C'est dans ce cadre-là que j'ai été amené à entrer dans ces locaux, en juillet dernier, pour examiner les lieux avant travaux. Et j'ai très vite été persuadé qu'il y avait bien plus que trois pièces à décontaminer dans ce vaste bâtiment, très souvent squatté ! Je l'ai fait savoir à ma hiérarchie ainsi qu'à notre client. J'avais également remarqué cette grotte, le long d'un chemin où plein de monde passait régulièrement, dans laquelle étaient entreposés de vieilles caisses pleines de minéraux qui ressemblaient à de l'uranium mais aussi des fioles remplies de liquide et des sacs contenant des gants, des combinaisons... », poursuit-il. « C'est également là que les déchets provenant de la décontamination de l'Institut Dolomieu, en octobre dernier, ont été stockés. Aujourd'hui, non seulement ils y sont toujours, mais des mesures effectuées sur place ont révélé que l'irradiation y est par endroits 3 000 fois supérieure à celle que l'on trouve en temps normal. Pour moi, il y a mise en danger de la vie d'autrui et abandon de déchets nucléaires ! ».

Les accusations de l'ancien salarié de D & S n'ont pas manqué de faire réagir les responsables de l'Université Joseph Fourier (UJF) qui, dans un communiqué, diffusé hier soir, expliquent qu'ils « procèdent actuellement à l'assainissement du bâtiment Dolomieu sur les contreforts de la Bastille à Grenoble. Cet ancien local d'enseignement et de recherche en géologie abritait des échantillons de pierres, minéraux comportant une radioactivité intrinsèque (inférieure à 150 microsievverts par heure). Compte tenu de cet état de fait, l'UJF applique une procédure en cours et conforme à la législation sur la décontamination. L'université ajoute ne s'être « jamais défaussée de ses responsabilités » en annonçant la lancement de poursuites suite à l'"intrusion par effraction » dans le local où sont entreposés les déchets.

<https://www.ledauphine.com/isere-sud/2014/01/30/un-site-universitaire-accuse-d-abriter-une-poubelle-radioactive>

Un décontaminateur révèle la présence de déchets radioactifs sous la Bastille de Grenoble

Publié le 30/01/2014 | 19:26, mis à jour le 31/01/2014 | 09:52

Il travaillait pour un sous-traitant du nucléaire, chargé de décontaminer des lieux. Anthony révèle aujourd'hui la présence de déchets radioactifs sous la Bastille de Grenoble. Il pourrait s'agir de minéraux laissés par l'Institut de géologie Dolomieu, aujourd'hui désaffecté.

C'est la revue grenobloise Le Postillon qui a d'abord donné la parole à Anthony, âgé de 22 ans. Ce jeune homme dénonce la présence "d'une poubelle radioactive" dans une grotte, sous la Bastille. La grotte se situe en bord de route, entre le Musée Dauphinois et la résidence universitaire du Rabot. A l'intérieur : des minéraux, des bidons, des sacs contenant notamment des tenues de décontamination, que France 3 Alpes a pu filmer, avec Anthony. Les lieux sont accessibles, absolument pas sécurisés.

Les reporters du Postillon ont effectué différentes mesures sur place. La radioactivité atteindrait 3000 fois la normale par endroits. Selon Roland Desbordes, Président de la CRIIRAD, spécialiste indépendant de la radioactivité, leur protocole de mesure est correct, et "l'enquête suffisante pour sécuriser ce lieu en toute urgence". Parmi ces déchets, des minéraux naturellement radioactifs qui pourraient provenir de l'Institut de géologie Dolomieu. Aujourd'hui désaffecté, il dépend de l'université Joseph Fourier.

<https://api.dmcloud.net/player/pubpage/4f3d114d94a6f66945000325/52ea97d194a6f67740287b02/59c5cd87adc840edbf9205e8012c865?wmode=transparent&autoplay=1>

Suite à la diffusion de ce reportage, l'Université Joseph Fourier a indiqué "procéder actuellement à l'assainissement du bâtiment Dolomieu". "L'UJF applique une procédure en cours et conforme à la législation sur la décontamination". "Les éléments qui doivent être évacués par l'ANDRA dans les prochains mois (...) ont été entreposés de façon provisoire, dans une galerie souterraine sécurisée conformément à la législation en vigueur et en accord avec l'ASN". "L'extérieur du bâtiment sera décontaminé dès demain, intervention prévue de longue date".

Qui est Anthony ?

Anthony travaillait pour un sous-traitant du nucléaire, avec qui il a aujourd'hui maille à partir. Sa rancœur a sûrement dicté sa révélation, mais sa conscience aussi. Il a participé à plusieurs chantiers de démantèlement ou d'assainissement et c'est à la suite de son irradiation, au cours d'une opération de tri de gravats sur un site du CEA Grenoble, le 23 août dernier, qu'il dit avoir réalisé que la gestion des dangers autour de la radioactivité ne sont pas suffisamment pris en compte.

▶ [Le CEA communique sur le démantèlement du LAMA](#)

L'événement concernant Anthony est relativement rare, classé au niveau 2 sur une échelle de 7. Dans son courrier au CEA, l'autorité nationale de contrôle du nucléaire, l'ASN, fait en effet état de "lacunes sérieuses dans la qualité de la préparation de cette intervention ainsi que dans la coordination". Anthony dénonce "des conditions de travail déplorables, le manque de formation, et le laxisme en termes de sécurité."

▶ [Lettre de l'ASN au CEA](#)

Le niveau d'irradiation d'Anthony est encore en cours d'évaluation, selon l'ASN. Depuis l'événement, Anthony a été licencié pour faute par le sous-traitant qui l'employait.

<https://alpes.france3.fr/2014/01/30/un-travailleur-du-nucleaire-revele-la-presence-de-dechets-radioactifs-sous-la-bastille-de-grenoble-405689.html>

Ce que dit l'ASN :

Université Joseph Fourier - Grenoble (38)

Inspection du 05/02/2014

Radioprotection-Inspection réactive recherche

[INSNP-LYO-2014-1290 \(79,57 ko\)](#)

Nos démarches

▶ **L'association Sortir du nucléaire Isère a adressé une lettre ouverte au président de l'Université Joseph Fourier afin de l'interroger sur la contamination radioactive à l'Institut Dolomieu.**

Téléchargez la lettre ouverte de SDN 38



Lettre ouverte SDN 38 05/03/14

Contact média : Sonia Marmottant, sdeladerriere@yahoo.fr, 04 7 25 18 22.

▶ **Le Réseau "Sortir du nucléaire" a, de son côté, interrogé la division de Lyon de l'Autorité de sûreté nucléaire.**

Voici sa réponse :

« Concernant les conclusions de l'inspection de l'institut de géologie Dolomieu de l'université Joseph Fourier de Grenoble, la lettre de suite de cette inspection est disponible sur le site internet de l'ASN : <https://www.asn.fr/recherche/resultat/%28SearchText%29/INSNP-LYO-2014-1290/%28SearchSite%29/35330%2C139/%28Rubrique%29/Contr%C3%B4ler%23%2338>

L'ASN a constaté lors de cette inspection que les matériaux détenus par l'institut de géologie n'ont pas été traités en raison de leurs propriétés radiologiques, et à ce titre ne relèvent pas d'une activité nucléaire.

Toutefois, l'ASN a demandé à l'université d'assurer la propreté radiologique de ses bâtiments, et de faire reprendre les minerais légèrement radioactifs par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA).

Dans l'attente, l'ASN a demandé à l'université de renforcer le contrôle de la galerie d'entreposage et de mettre en place une signalisation adaptée. »